



Liens. Plusieurs semaines après la mise en confinement d'une grande partie de l'humanité, les appels pour un autre modèle de développement n'ont pas faibli. Au contraire. La célébration du jour de la Terre, le 22 avril, a suscité un foisonnement de déclarations exhortant à une reprise plus verte. Elles ont émané d'ONG, d'investisseurs financiers, de chefs d'entreprise, d'organisations syndicales... Le 24 avril, jour de commémoration du drame du Rana Plaza survenu en 2013, les associations et les syndicats ont pointé l'extrême vulnérabilité, dans un contexte de pandémie, des salariés des usines des pays en développement face aux décisions des donneurs d'ordre des pays riches. Lors du 1^{er} mai, l'accent a été mis sur la sécurité des travailleurs et une transition juste. Les investisseurs eux-mêmes semblent avoir accordé une plus grande attention au « S » dans leur approche ESG de la gestion des actifs financiers. Des liens commencent à se tisser entre santé, accès aux biens et services essentiels, environnement, proximité et cadre de vie, relations fournisseurs/donneurs d'ordre, conditions de travail et sécurité de l'emploi, coopération... Mais, dans l'immédiat, ne perdons pas de vue que la récession mondiale va d'abord affecter ceux qui possèdent le moins. On peut également penser que cela accroîtra les troubles sociaux. Espérons que cette épreuve collective placera aussi davantage l'inclusion au cœur même de la « raison d'être » des entreprises.

CONTEXTES

Rémunérations, Tunisie. Considérée comme à l'origine du « Printemps arabe », la Tunisie vit depuis 2011 une transition démocratique réelle, mais difficile. Elle est notamment toujours confrontée aux actions terroristes et à de sérieuses difficultés économiques. **Ce contexte justifie qu'on accorde un véritable intérêt aux initiatives constructives qui émergent dans ce pays.** Parmi celles-ci, on relève l'accord, survenu au mois d'avril, entre l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), le ministère des Affaires sociales et le syndicat UGTT (Union générale tunisienne du travail), qui prévoit que les employeurs complètent l'aide gouvernementale accordée aux employés du secteur privé pendant tout le mois d'avril. Dans le pays, un confinement très strict était en vigueur depuis le 22 mars, et ce jusqu'au 3 mai. L'aide gouvernementale ne compensait, dans la plupart des cas, l'arrêt de travail qu'à hauteur de 200 dinars (63 euros). Cet accord constitue donc une bonne nouvelle, tant pour l'économie du pays que pour les salariés.

Droits et libertés, Etats-Unis, nouvelles technologies

La police de Los Angeles renonce au logiciel de police prédictif PredPol

L'utilisation des technologies numériques pour réduire la propagation du Covid-19 fait son chemin dans de nombreux pays. Mais la **Crainte que le déploiement de ces technologies n'altère les libertés individuelles et qu'il soit utilisé à d'autres fins que la protection de la santé publique** est également bien présente. Des Etats et des villes utilisent déjà la reconnaissance faciale pour suivre les personnes contaminées et/ou exercer une surveillance de masse. **Cela étant, à Los Angeles, c'est le Covid-19 qui a eu raison d'un projet controversé.** Le chef de la police a en effet annoncé le 21 avril que le programme de police prédictif (PredPol) ne serait plus utilisé, et ce pour des raisons d'arbitrages financiers liés à l'épidémie de coronavirus.

Le logiciel était censé prédire où et quand (dans les douze heures) des crimes contre les biens étaient susceptibles de se produire. Mais plusieurs départements de la police des Etats-Unis avaient déjà déclaré

qu'ils avaient abandonné ce logiciel, estimant qu'il ne contribuait pas à réduire la criminalité et qu'il fournissait des informations déjà recueillies par les patrouilles. De leur côté, les associations de défense des droits civils dénonçaient ce système depuis longtemps. Elles insistaient notamment sur le fait que **sa mise en place ciblait injustement les quartiers latino-américains et noirs**. Elles relèvent aujourd'hui que la décision de la police de Los Angeles fait suite aux pressions qu'elles ont exercées pour l'abandon du programme. Le chef de la police de Los Angeles, Michel Moore, a cependant précisé qu'il étudierait d'autres systèmes prédictifs et que le [manuel](#) présentant la politique des services de police à l'égard des communautés en matière d'utilisation des données était accessible sur le site du département de la police depuis le 20 avril.

Climat, transport

Le climat à l'épreuve du sauvetage des entreprises en difficulté

Lors du Petersberg Climate Dialogue qui, les 27 et 28 avril, a réuni en visio-conférence plus de trente gouvernements sur la crise climatique, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déclaré que « *lorsque l'argent des contribuables est utilisé pour sauver des entreprises, il doit créer des emplois verts et une croissance durable et inclusive [...] il ne doit pas renflouer des industries obsolètes, polluantes et à forte intensité de carbone* ». Cette déclaration fait écho aux demandes émanant de nombreuses organisations écologistes à la suite des plans de sauvetage annoncés par plusieurs gouvernements. En France, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a affirmé que les prêts de 7 milliards d'euros accordés ou garantis par l'Etat à **Air France** seraient assujettis au respect de contreparties environnementales (réduction de 50 % des émissions de GES par passager d'ici à 2024 sur les vols intérieurs, utilisation de biocarburants, réduction drastique des lignes intérieures quand il y a des alternatives ferroviaires de moins de deux heures et demie...). **Ces annonces sont jugées très insuffisantes par les écologistes** qui, par ailleurs, attendent de voir la suite. Ils constatent que certaines de ces annonces sont très proches de ce qu'Air France avait déjà prévu dans sa feuille de route, prédisent que l'augmentation de l'utilisation des agrocarburants accentuera la pression sur les forêts tropicales et estiment que la limitation de l'existence d'alternatives ferroviaires à deux heures et demie est une demi-mesure.

OUTILS, ANALYSES

Accès aux biens et services, développement

Coronavirus et catastrophes naturelles et écologiques : un très mauvais cocktail

Selon les données publiées en janvier dernier par l'INPE, l'institut brésilien de recherche spatiale, le nombre d'incendies dans la forêt amazonienne a augmenté de 30 % en 2019 par rapport à 2018. **Et cela pourrait être pire en 2020**, notamment en raison de la progression de la déforestation illégale en Amazonie. Au cours du premier trimestre 2020, l'Etat du Pará a ainsi enregistré une hausse de la déforestation de plus de 240 % par rapport à 2019. L'épidémie de coronavirus a conduit le pays à réduire ses efforts pour protéger l'Amazonie et les groupes pratiquant la déforestation illégale profitent de la situation pour intensifier leurs activités. Selon l'association brésilienne des constructeurs automobiles, les ventes de tracteurs à chenilles ont atteint des niveaux records au cours des trois premiers mois de 2020. Ces engins sont utilisés dans deux cadres : la construction civile, très ralentie actuellement au Brésil, ou le déboisement. L'augmentation des ventes laisse penser que **la déforestation devrait monter en flèche**, alors que la pandémie se propage en Amazonie. L'an dernier, la fumée des incendies a balayé les grandes villes brésiliennes, créant de nombreux **problèmes**

respiratoires. Cette année, alors que le pays est déjà aux prises avec un virus qui provoque des difficultés respiratoires, la situation pourrait s'aggraver.

En Inde, **la saison des cyclones va débiter très prochainement.** Aussi, pour essayer de respecter les exigences de distanciation sociale, le pays devra-t-il doubler la place disponible pour abriter les victimes. Cela signifie que les écoles et les collèges, actuellement fermés en raison de l'épidémie de coronavirus, et d'autres bâtiments, devront peut-être être transformés en abris. Mai et juin sont également **les mois les plus chauds en Inde.** L'an dernier, une intense vague de chaleur a provoqué de nombreux décès. Sans accès à l'eau ou à des espaces plus frais, la santé de la population pourrait être exposée à de sérieux risques durant la période de confinement. **Les hôpitaux,** déjà sous pression avec l'épidémie, **pourraient être confrontés à plus de difficultés encore face à ces vagues de chaleur.**

Les Philippines, quant à elles, doivent déjà répondre aux besoins des milliers de personnes déplacées par une éruption volcanique en janvier et par les cyclones de l'année dernière. Aux Philippines, **la saison de la mousson** commence en mai, mais la plupart des tempêtes qui traversent chaque année le pays surviennent entre juin et août. Le pays devra alors gérer simultanément, avec des équipements de protection individuelle qu'il faut souhaiter adéquats, des conditions météorologiques extrêmes et l'épidémie.

Conditions de travail, Malaisie, équipements de santé

Dans quelles conditions les équipements de protection individuelle sont-ils fabriqués ?

La tension est forte, à travers le monde, pour s'approvisionner en équipements de protection individuelle (EPI). Les gants en latex n'échappent pas à la règle, en particulier ceux destinés au personnel de santé. **La Malaisie produit 63 % environ des gants à usage unique de la planète** et a pris des mesures de restriction des déplacements et des activités le 18 mars. Les fabricants de gants du pays ont donc très vite fait l'objet de pressions internationales pour continuer à approvisionner les marchés mondiaux, pressions qu'ils ont répercutées sur leur gouvernement. Les usines de gants malaisiennes ont donc retrouvé leur pleine production et leur effectif. Mais les organisations de défense des droits humains mettent en garde sur les conditions de travail dans cette industrie. Des témoignages indiquent que **certains fabricants ne protègent pas ou peu leur personnel.** De plus, le pays compte entre **3 et 4 millions de travailleurs migrants** en provenance du Bangladesh, du Népal, du Myanmar et d'Indonésie (sur une population active de 15 millions de personnes environ). Avant la crise sanitaire, une partie de cette population se trouvait déjà dans une situation très précaire qui, dans certains cas, relevait de la définition internationale du travail forcé. La pandémie n'a pas amélioré le sort de la population. C'est pourquoi les organisations de solidarité appellent **les donneurs d'ordre à accroître leur vigilance et leurs exigences dans le cadre de leurs commandes.** Cet appel peut aussi être relayé par les parties prenantes des importateurs et des distributeurs.

ENGAGEMENT

Accès aux biens et services, finance, pharmacie

Des investisseurs financiers vont évaluer le comportement des laboratoires pharmaceutiques

Un groupe de 57 investisseurs financiers internationaux, parmi lesquels le français Mirova, a écrit aux principales sociétés pharmaceutiques pour leur demander de coopérer au niveau international pour lutter contre le coronavirus. Au total, ces investisseurs représentent 2 600 milliards d'euros d'actifs sous

gestion. Dans leur lettre, ils notent que l'industrie pharmaceutique a lancé plusieurs initiatives pour lutter contre le coronavirus, mais relèvent aussi que certaines compagnies ne semblent pas avoir compris que les considérations financières à court terme devaient arriver après le défi mondial consistant à maîtriser l'épidémie le plus rapidement possible. **Les investisseurs appellent donc toutes les sociétés pharmaceutiques à [respecter six principes](#) pendant cette crise** : s'assurer que les employés sont en sécurité et en bonne santé, et veiller à leur bien-être ; ne pas avoir de pratiques limitant un accès mondial et abordable aux produits de santé ; collaborer et partager les données pertinentes en temps opportun avec les gouvernements, le secteur de la santé, les universités et les autres laboratoires ; mettre l'accent sur la coopération internationale pour garantir des chaînes d'approvisionnement opérationnelles en vue d'une distribution équitable des produits de santé, des protections individuelles et des équipements ; s'assurer qu'à long terme, les programmes de recherche et développement traitent suffisamment les maladies infectieuses ; payer les factures de leurs fournisseurs et maintenir les relations commerciales. La coalition prévient qu'elle examinera avec soin la manière dont ces principes seront pris en compte et engagera un dialogue sur ces bases.

Relations donneurs d'ordres/fournisseurs. La baisse brutale des ventes de certains articles, tels que les vêtements, a incité de nombreuses marques internationales à annuler les commandes qu'elles avaient passées auprès de leurs fournisseurs. Selon certains observateurs, ces pratiques mettent en danger quelque 60 millions de travailleurs dans le monde. Devant le tollé soulevé par ces décisions, plusieurs enseignes se sont engagées à payer leurs commandes et/ou à mettre en place des dispositifs pour garantir les salaires chez leurs fournisseurs. **Mais entre les engagements et la réalité, il y a souvent une marge.** Aussi l'organisation américaine Worker Rights Consortium (WRC) a-t-elle décidé de suivre la [réalité des engagements](#) de 27 marques, dont le français Kiabi. Parmi ces 27 sociétés, 14 n'ont pris aucun engagement sur le règlement intégral des commandes produites ou en cours de production. L'organisation a également relevé des exigences de rabais pouvant aller jusqu'à 70 % du montant initial, laissant peu de place à de véritables négociations.

Droits sociaux, distribution

Chez Amazon, les travailleurs s'organisent et interpellent les investisseurs financiers

Depuis le 20 février 2020, l'indice Dow Jones a perdu près de 20 % de sa valeur. Dans le même temps, le cours de l'action d'[Amazon](#) a progressé de 6 %. Le groupe a fait l'objet de nombreuses critiques, en particulier sur les conditions de travail des salariés de ses entrepôts dans le contexte pandémique. Ces critiques s'ajoutent aux nombreux reproches qui visaient déjà l'entreprise. Formé officiellement il y a quelques mois, l'Amazon Workers International (AWI) est un **réseau international** qui regroupe des employés des entrepôts d'Amazon dans différents pays, dont l'Allemagne, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Pologne et la Slovaquie. Le 30 avril, l'AWI **a écrit au président d'Amazon** pour lui demander une amélioration des conditions de travail et de la sécurité de l'emploi, ainsi que plus de transparence et de concertation. Le même jour, le Committee on Workers' Capital (CWC) a publié une [note](#) à l'intention des **investisseurs financiers**, leur demandant d'initier – individuellement ou collectivement – une stratégie d'engagement avec Amazon et/ou leurs gestionnaires d'actifs, sur les risques du Covid-19 pour la santé et la sécurité des employés d'Amazon et du public.

Travail forcé, Chine. Dans une [lettre](#) adressée au gouvernement britannique, le Congrès mondial ouïgour (WUC) et le Global Legal Action Network (GLAN) ont déclaré qu'il y avait « **des preuves**

accablantes » que les Ouïgours étaient victimes de travail forcé dans l'industrie cotonnière chinoise (plus de 80 % du coton chinois provient du **Xinjiang**, une région du nord-ouest qui abrite quelque onze millions de Ouïgours). Ils ont exhorté la Grande-Bretagne à mener une enquête et à suspendre les importations de coton de la région, à moins que les entreprises ne puissent prouver que ces produits ne sont pas issus du travail forcé. Cette initiative fait suite à une série d'articles dans la presse internationale, en novembre dernier, soupçonnant certaines marques de vêtements de ne pas prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que leurs approvisionnements n'étaient pas réalisés par le biais du travail forcé ([IE n° 312](#)).

Transparence, distribution. La fondation Fashion Revolution a publié son [cinquième rapport](#). Elle y évalue la transparence des politiques, processus et résultats sociaux et environnementaux au sein des opérations et chaînes d'approvisionnement des grandes sociétés impliquées dans la commercialisation de produits de la mode. H&M, C&A, Adidas/Reebok, Esprit, Marks & Spencer et Patagonia sont les marques les plus transparentes. **Le rapport a étudié 250 marques**, en les évaluant sur la base de 200 indicateurs allant des droits de l'Homme à l'utilisation des plastiques. En moyenne, les marques ont atteint un score de 23 % du total maximal. Plusieurs sociétés françaises ou intégrées dans des groupes français ont été incorporées au panel, dont (citées par ordre décroissant dans la classification de Fashion Revolution) Gucci, Balenciaga, Saint-Laurent, Bottega Veneta, Hermès, Céline, Dior, Louis Vuitton, Lacoste, Décathlon, Monoprix, Carrefour, Pimkie, Caroll, La Redoute, K-Way.

Fiscalité, Union européenne

Le manque à gagner dû à l'évasion fiscale serait utile au financement de l'intérêt général

Un nouveau [rapport](#) de l'association Tax Justice Network (TJN) affirme que les Etats membres de l'Union européenne **perdent plus de 27 milliards de dollars par an en impôt sur les sociétés** parce que des entreprises américaines utilisent abusivement les lois pour transférer leurs bénéfices au Royaume-Uni, en Suisse, au Luxembourg et aux Pays-Bas. En pratique, dans ces quatre pays, les taux d'imposition varient de 0,8 % à 10 %. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte d'urgence croissante pour lutter contre les retombées sanitaires et économiques de la pandémie de Covid-19. Ils mettent en évidence **l'utilisation qui aurait pu être faite, notamment au service de l'intérêt collectif, de cet argent non perçu**. Au lieu de déclarer leurs bénéfices dans les pays de l'Union où ils ont été générés, les entreprises américaines les ont déplacés (115 milliards de dollars en 2017) vers ces quatre pays, baptisés « *axe de l'évasion fiscale* ».

Selon le Corporate Tax Haven Index 2019, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse et le Luxembourg sont responsables de la moitié des risques d'évasion fiscale des entreprises dans le monde. Le rapport du TJN constate que le Luxembourg est à l'origine des plus grandes pertes d'impôt sur les sociétés des entreprises américaines (12 milliards de dollars), suivi par les Pays-Bas (10 milliards de dollars), la Suisse (3 milliards de dollars) et le Royaume-Uni (1,5 milliard de dollars). La France a enregistré un manque à gagner en impôt sur les sociétés légèrement inférieur à 7 milliards de dollars. Pour l'Allemagne, il s'élève à plus de 4 milliards de dollars, pour l'Italie à un peu moins de 4 milliards de dollars et pour l'Espagne à plus de 2 milliards de dollars. Le TJN a également publié un [test en 5 étapes](#) pour aider les gouvernements [mais aussi les parties prenantes des entreprises, comme les investisseurs financiers, NDLR] à **identifier les entreprises utilisant discrètement les paradis fiscaux pour payer moins d'impôts** et, de fait, refuser leur soutien.

Transition juste. En Espagne, la sortie programmée du charbon (pour cause de directive européenne, d'objectifs dans les énergies renouvelables ou pour manque de compétitivité de ce combustible) pose, comme partout, **la question des emplois**. Le 17 avril, deux syndicats espagnols (CCOO de Industria et UGT-FICA) ont conclu un **accord** avec le gouvernement et les exploitants des centrales (Endesa, Iberdrola, Naturgy) pour assurer une transition juste. La fermeture de douze des quinze centrales exploitées par ces entreprises affectera 1 300 salariés directs et 1 000 personnes employées par des sous-traitants. **L'accord prévoit** une recherche active d'investisseurs pour développer des projets dans les régions concernées, le maintien dans l'emploi, le recrutement des salariés des entreprises auxiliaires, un soutien à la reconversion, des primes versées aux entreprises extérieures qui recruteront les travailleurs de plus de cinquante-deux ans... Un comité de suivi va être créé.

Coopération/solidarité. Un collectif français, Makers for Life, lancé à Nantes et composé d'entrepreneurs, chercheurs, professionnels de santé, ingénieurs, a mis au point un **respirateur artificiel baptisé MakAir exclusivement dédié au Covid-19**. Il a été développé en coopération avec le CEA, le centre hospitalier universitaire de Nantes et l'université de Nantes. Il possède deux caractéristiques essentielles : **il est « open source » et destiné à être produit à un coût particulièrement abordable** (inférieur à 1 000 euros contre 45 000 euros pour les respirateurs disponibles en milieu hospitalier). Il pourra équiper les hôpitaux français en cas de besoin, mais aussi ceux des pays en développement. Il est actuellement en instance d'homologation auprès de l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament) et a déjà reçu le soutien de plusieurs grandes entreprises (Legrand, Michelin, Renault, Seb...).

GES, Suède, sidérurgie. La production d'acier représenterait 7,6 % environ des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour autant, du fait des limites imposées par la dimension des installations, les progrès dans ce secteur sont plutôt lents. Le 28 avril, le producteur suédois d'aciers spéciaux Ovako (intégré en 2018 au groupe Nippon Steel) a annoncé qu'il avait conduit un essai à grande échelle utilisant de **l'hydrogène** pour chauffer l'acier avant les opérations de laminage. Réalisés en collaboration avec Linde Gas, les tests ont montré que le process n'affectait pas la qualité de l'acier. Si le déploiement de cette méthode trouve les financements nécessaires et **si l'hydrogène utilisé est produit à partir de sources renouvelables**, le procédé pourrait marquer une rupture technologique aux résultats prometteurs.

Bulletin d'abonnement

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

ORGANISATION/SOCIETE	
NOM/PRENOM	
ADRESSE	
CODE POSTAL/VILLE	

Adressez vos commandes d'abonnement à :

CFIE, 19 rue des Trois Frères – 75018 Paris